



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 octobre 2001
Français
Original: anglais

Reprise de la session de fond de 2001

New York, 10 octobre 2001

Point 13 k) de l'ordre du jour

Questions relatives à l'économie et à l'environnement : administration publique et développement

Honduras : projet de résolution

Restructuration et revitalisation du Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 50/225 et 53/201 de l'Assemblée générale sur l'administration publique et le développement en date des 19 avril 1996 et 15 décembre 1998, respectivement,

Constatant que dans tous les pays l'administration publique a un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre de la Déclaration du Millénaire¹ et soulignant qu'il faut améliorer les capacités d'administration et de gestion du secteur public, en particulier dans les pays en développement et les pays à économie en transition,

Rappelant les résolutions 50/227 et 52/12 B des 24 mai 1996 et 19 décembre 1997, respectivement, consacrées à la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et connexes,

Rappelant aussi ses résolutions 1998/46 du 31 juillet 1998 et 1999/51 du 29 juillet 1999 concernant de nouvelles mesures visant à restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique, social et connexes,

Réaffirmant sa décision 2000/231 du 27 juillet 2000, dans laquelle il a approuvé les recommandations formulées par le Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies lors de sa quinzième réunion², en particulier la recommandation 4,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation quinquennale des progrès réalisés dans l'application de la résolution

¹ Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

² Voir E/2000/66.



50/225 sur l'administration publique et le développement³, et les propositions qui y figurent;

2. *Adopte* le texte annexé à la présente résolution;

3. *Décide* d'examiner, à la reprise de sa session de fond de 2001, les candidatures aux postes de membre du Comité de l'administration publique pour le développement, afin que cet organe, dans sa nouvelle composition, soit pleinement constitué à compter du 1er janvier 2002;

4. *Décide aussi* de porter la présente résolution à l'attention de l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session.

³ A/56/127-E/2001/101.

Annexe**Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies**

1. Le Groupe d'experts chargé d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies s'appelle désormais le Comité de l'administration publique pour le développement mais demeure un organe subsidiaire du Conseil économique et social.
2. Le Comité se compose de 24 experts siégeant à titre personnel. Les experts sont désignés par le Secrétaire général, après consultation des gouvernements intéressés et avec l'approbation du Conseil économique et social. Les membres du Comité sont issus des secteurs interdépendants de l'économie publique, de l'administration publique et des finances publiques, et sa composition correspond à l'équilibre voulu entre régions géographiques et entre hommes et femmes. La durée du mandat est de trois ans.
3. Le Comité de l'administration publique pour le développement se réunit chaque année durant une période ne dépassant pas cinq jours ouvrables.
4. Le Conseil économique et social indique les grands axes du programme de travail du Comité de l'administration publique pour le développement. Le rapport du Comité est directement soumis au Conseil, à sa session de fond. Il présente les propositions du Comité concernant son programme de travail, pour examen et approbation par le Conseil.
5. L'Assemblée générale, le Secrétaire général et les organes subsidiaires du Conseil économique et social peuvent eux aussi proposer, par l'intermédiaire du Conseil, des questions à examiner au sein du Comité de l'administration publique pour le développement.
6. Il convient d'utiliser au maximum le Réseau en ligne des Nations Unies sur l'administration et les finances publiques pour assurer la diffusion d'informations sur les travaux du Comité.
7. Pour s'acquitter de sa mission, le Comité de l'administration publique pour le développement devrait étudier la possibilité de tenir, outre ses réunions officielles, des séances de travail destinées à bien préparer ses délibérations. Le Secrétariat devrait lui prêter son concours sur ce point.